COMMENT ADAPTER LES SYSTÈMES AGRICOLES À UNE DEMANDE ALIMENTAIRE DIVERSIFIÉE?

par Bernard **Roux**[1]

Dans le monde, les produits de l'agriculture sont fournis par des systèmes agricoles très variés. La diversité vient d'abord des systèmes de production, combinaisons de moyens de production et de productions au sein d'une exploitation. Les conditions naturelles de production, en particulier le climat, participent à la diversité des produits. Les systèmes de production contribuent eux mêmes à définir des systèmes agricoles différents, un tel système pouvant être défini comme un ensemble d'exploitations associés à des institutions qui encadrent et orientent leur fonctionnement dans un espace déterminé. Les systèmes agricoles participent à la définition et au fonctionnement des très nombreux systèmes alimentaires, nationaux ou régionaux, qui coexistent dans le monde. C'est ainsi que se sont créés historiquement des associations entre cultures et alimentation, par exemple le régime crétois en Méditerranée, la culture du riz en Asie, la consommation de viande rouge en Argentine, etc.

La diversification actuelle de la demande alimentaire produit des effets sur les systèmes agricoles, qu'il s'agisse d'une diversification de masse comme l'accès aux protéines animales, ou d'une diversification qualitative comme celle qui vient de l'intérêt pour les produits biologiques et de qualité dans les catégories sociales à haut revenu. Les marchés alimentaires, largement structurés par les grandes entreprises de la transformation et du commerce, jouent un rôle dans l'adaptation des systèmes agricoles.

Schématiquement, trois types de systèmes agricoles dominent sur la planète

Le système de l'agriculture familiale de subsistance, marqué par l'emploi d'outils manuels, par la faible productivité du travail et par une modeste diversité des productions. Il concerne au moins cinq cents millions de paysans pauvres sur la planète.

Le système de l'agriculture familiale marchande, qui existe là où les surfaces atteintes par les exploitations ou les possibilités d'intensification de la production permettent l'emploi d'une proportion significative de la main d'œuvre de la famille et où se réalise la commercialisation d'une partie ou de la totalité des produits. Ce système, selon les pays, bénéficie d'institutions et de politiques plus ou moins performantes pour l'appuyer face aux mécanismes du marché.

Le système de l'agriculture d'entreprise à salariés, le moins présent sur la planète en nombre d'exploitations mais qui prend de plus en plus d'importance économique. Son mode de gestion tend à s'homogénéiser, du fait, entre autres raisons, de son articulation aux phénomènes de mondialisation. Ces entreprises bénéficient du soutien d'institutions et de politiques directement liées à l'activité et au développement des marchés globalisés.

[1] Correspondant de l'Académie d'Agriculture de France, chargé de recherche à l'INRA, membre de l'UMR politiques publiques associant le département d'économie et sociologie de l'INRA (SAE2) et AgroParisTech, 16, rue Claude Bernard,75005 Paris.

L'articulation des systèmes agricoles aux marchés

Les modalités par lesquelles les exploitations agricoles font parvenir leurs produits aux consommateurs vont du contact direct lors d'une vente à la ferme aux échanges les plus lointains et sophistiqués, en passant par la transformation industrielle et les grandes surfaces.
Des millions « d'exploitations de la misère » n'ont à vendre que des quantités dérisoires, soit par le biais du marché physique local fréquenté par les consommateurs, où ils se rendent eux-mêmes, soit par celui d'intermédiaires locaux.

Les exploitations familiales très capitalisées des pays développés, qui sont devenues de véritables entreprises, et les exploitations moins capitalisées des pays en développement et émergents, sont devenues les premiers fournisseurs des systèmes agro-alimentaires, eux-mêmes de plus en plus intégrés à des entités multinationales globalisées.

Totalement inséré dans le système agro-alimentaire global, le système des grandes entreprises à salariés est articulé au négoce qui alimente les marchés internationaux. Mettant à profit leurs grands volumes de production, certaines de ces entreprises opèrent directement sur ce marché en utilisant les instruments du *trading*. Situées au plus près des mécanismes commerciaux internationaux, elles sont les mieux placées pour répondre aux signaux du marché.

Les tendances de la diversification de la demande alimentaire

Une première et importante diversification de la demande est celle qui touche les classes moyennes émergentes: c'est une diversification massive en direction des produits d'origine animale. Ces produits viennent prendre place aux côtés des produits locaux hérités d'une longue histoire agricole et alimentaire. La tendance mondiale à une certaine homogénéisation des modèles alimentaires est depuis longtemps relevée. La seconde concerne avant tout les pays développés, principalement les catégories aisées de consommateurs qui recherchent des produits biologiques, de qualité et tracés. Ses manifestations sont multiformes mais son origine peut se résumer à la critique de l'agriculture productiviste et aux pratiques industrielles des transformateurs.

Adapter les systèmes agricoles : oui, mais pour quoi faire?

Diversifier l'agriculture familiale de subsistance pour lutter contre la pauvreté

Un premier objectif de l'adaptation des systèmes agricoles est d'améliorer la situation des paysans pauvres. En premier lieu, diversifier et augmenter leur production pour équilibrer leur propre alimentation et, en second lieu, les faire participer à la prise en compte de la diversification de la demande alimentaire globale, par exemple en les insérant dans des systèmes de maraîchage périurbain. Michel Griffon, dans son ouvrage « Nourrir la planète » (Odile Jacob édit., 2006, p.373), donne une large liste de principes de politique agricole pour réduire la pauvreté dans l'agriculture et promouvoir la révolution doublement verte: distribuer la terre, faciliter l'accès au crédit, réduire l'instabilité des prix, promouvoir une recherche agricole incluant les savoir-faire paysans, etc. L'intervention des pouvoirs publics est déterminante mais est loin de remplir son rôle.

Développer une agriculture familiale marchande « écologiquement intensive » dans les pays industrialisés

Marion Guillou et Gérard Matheron, dans leur ouvrage récent « 9 milliards d'hommes à nourrir » (Bourin Éditeur, 2011, p.241), réclament la «nécessaire ambition» d'une production « écologiquement intensive ». C'est à dire qu'il faut continuer à produire beaucoup mais en s'affranchissant des méthodes de l'agriculture productiviste jusqu'ici dominantes. Cette injonction

n'est pas spécifiquement adressée à l'agriculture familiale mais celle-ci est directement concernée, notamment dans nos économies industrialisées. Cette forme d'adaptation du système agricole familial devrait s'imposer pour satisfaire les nouvelles exigences de qualité des consommateurs. Les politiques européennes et nationales ont commencé à agir dans ce sens mais leur action est lente. En France, par exemple, nous sommes déficitaires en produits de l'agriculture biologique. C'est pourquoi il faut développer les initiatives locales : contractualiser la fourniture de produits régionaux aux cantines et restaurants d'entreprise, faciliter l'accès au foncier de jeunes agriculteurs périurbains, etc.

Promouvoir des politiques rendant l'agriculture familiale marchande des pays en développement indépendantes des marchés globalisés

L'agriculture familiale marchande des PVD se trouve encore très éloignée des standards de celle des pays industrialisés. Elle doit, primordialement, élever son niveau d'emploi de moyens de production et miser sur le savoir-faire paysan et sur les productions locales historiques, sans pour autant adopter les canons de l'agriculture productiviste appliqués chez nous. Des tentatives existent dans ce sens, fondées sur l'agro écologie. Face à la diversification des consommations urbaines et en concurrence avec les produits importés, les agricultures des PVD ont besoin, pour leur développement et leurs adaptations, d'un environnement économique stabilisé, contrôlé et régulé. Or ceci n'est possible qu'à l'abri de politiques publiques les rendant indépendantes des marchés globalisés, ce qui, malheureusement, n'est pas une proposition qui fait l'unanimité.

Discuter la participation des grandes entreprises agricoles et agroalimentaires à la diversification alimentaire de masse

Ces entreprises sont, avec les agricultures familiales développées, les principaux instruments de la diversification massive, à l'échelle de la planète, des systèmes alimentaires régionaux et nationaux, qui accompagnent la restructuration des marchés mondiaux. Pour faire face à la demande considérable ainsi créée, elles s'adaptent mais c'est principalement en mettant à mal sans regrets les ressources naturelles des régions sensibles du monde, par exemple l'Amazonie. Est-il souhaitable de poursuivre ce mouvement ? La tendance lourde à l'accroissement de la consommation carnée est, par exemple, largement critiquée car, entre autres, elle est une cause essentielle de la déforestation des zones tropicales pour la culture du soja et la création de pâturages. Comme il ne semble pas souhaitable ni d'ailleurs possible de généraliser à l'humanité les niveaux de consommation de viande atteints dans nos pays développés, réduire notre addiction aux protéines carnées et freiner celle qui se développe dans les classes moyennes des pays émergents serait un choix pertinent ce qui, par là même, réorienterait et obligerait à une autre adaptation les grandes entreprises agricoles articulées aux marchés mondiaux.

Conclusion

Les adaptations des systèmes agricoles vont de l'accroissement quantitatif de l'offre par les grandes exploitations à salariés (cas de la production de soja et de viande au Brésil), à la diversification des exploitations familiales sur la base d'accords directs avec les consommateurs (cas de l'agriculture biologique dans des AMAP chez nous).

Ces transformations nous interrogent si nous les analysons dans le cadre des grandes questions agricoles actuelles. Par exemple : faut-il accepter que la diversification alimentaire vers la généralisation d'une consommation à haute teneur en protéines animales et en graisses se fasse en détruisant des écosystèmes par la déforestation et l'atteinte aux ressources naturelles? Autre question : dans les pays en développement, la diversification alimentaire ne devrait-elle pas se

traduire par des transformations permettant le développement de l'agriculture paysanne plutôt que par des importations approvisionnant les rayons des supermarchés? Dans nos pays, la demande des consommateurs pour plus de qualité s'avère bénéfique pour les systèmes agricoles des exploitations familiales marchandes mais ne s'agit-il pas encore d'effets marginaux, bien loin de ce qui est nécessaire pour sortir de l'emprise du modèle de l'agriculture productiviste? En fait, la nourriture de l'humanité étant un bien commun, c'est d'une politique mondiale de l'alimentation dont nous avons besoin. Elle pourrait être dessinée à partir de quelques grands principes partagés à l'échelle de la planète : limiter l'extension de la grande entreprise agricole spécialisée qui se fait actuellement au détriment des ressources naturelles; prendre les moyens pour intégrer les paysans pauvres à la chaîne de valeur alimentaire; organiser et protéger les marchés nationaux agricoles, notamment ceux des pays en développement, pour permettre l'adaptation et le développement de l'agriculture paysanne locale; accroître les efforts pour désengager les agricultures développées de l'emprise des critères techniques et économiques imposés par le système agroindustriel. C'est dans ce cadre que devraient s'adapter les systèmes agricoles.